



INTERVENTION Christian CAMBON
Séance publique du 21 février 2013

Débat Nord-Sud

CHRISTIAN CAMBON

SENATEUR
DU
VAL-DE-MARNE

VICE-PRESIDENT
DE LA
COMMISSION
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LA DÉFENSE
ET DES FORCES
ARMÉES

MAIRE
DE
SAINT-MAURICE

*Monsieur le président,
Mes chers collègues,
Monsieur le ministre,*

Une histoire brève du développement économique de la planète comporterait trois récits : celui de son incroyable accélération au Nord, à partir du 19^e siècle avec la révolution industrielle, celui de son basculement du Nord vers le Sud à la fin du 20^e siècle avec la crise économique au Nord et l'essor des pays émergents au Sud, et celui de la remise en cause de nos modèles de croissance au début du 21^e siècle avec la diminution des ressources naturelles et les défis climatiques.

Dans ce contexte, les relations entre le Nord et le Sud de la planète subissent actuellement quatre mutations majeures.

L'inversion des pôles de croissance entre le Nord et le Sud qui a débuté après le premier choc pétrolier est la première d'entre elles.

En 2011, pour la première fois dans l'histoire, les économies du Sud de la planète contribueront plus que le Nord à la croissance mondiale.

La bonne nouvelle, c'est que la pauvreté recule, la mauvaise nouvelle, c'est que nous reculons aussi.

A ce rythme, l'Asie représentera, d'ici 25 ans, 60 % de l'économie mondiale. La part de l'Europe diminuera de moitié pour descendre à 7 % du PIB mondial quand l'Afrique atteindra 12 %. Voilà le monde nouveau qui nous attend.

C'est la revanche du Sud, c'est la fin du monopole occidental sur l'histoire.

C'est un bouleversement qui a permis à des centaines de millions d'habitants du sud de la planète de sortir de la pauvreté.

Pensez que, de 1980 à 2005, la proportion de la population mondiale vivant avec moins de 1 dollar a diminué de moitié dans le monde. La santé a, elle aussi, progressé de façon spectaculaire. Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans a diminué de plus de 80 %. L'aide au développement a joué dans ce résultat un rôle essentiel. Ne l'oublions pas !

Ces progrès ont des limites, ne rêvons pas : 1 milliard d'êtres humains vivent avec moins de 1 dollar par jour. 1 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau, 900 millions souffrent de malnutrition. Je m'arrête là ! Mais je pourrais continuer longtemps.

Ces limites se trouvent encore aujourd'hui essentiellement dans une Afrique qui comprend 31 des 35 pays les plus pauvres de la planète.



L'écart entre ces pays et le reste du monde se creuse, c'est là le deuxième phénomène majeur de ce début de siècle.

Il est vrai que l'Afrique au XXI^e siècle est l'un des principaux réservoirs de croissance économique, la plus importante réserve de ressources naturelles, le plus grand marché en devenir. Il y a une Afrique, notamment anglophone, qui décolle. Cette Afrique-là côtoie un continent de la misère et de l'inégalité, une Afrique sans eau courante, ni électricité, à l'agriculture soumise aux aléas du climat et des cours des matières premières, des territoires immenses qui, à l'image du Sahel, ont été désertés par des administrations impuissantes à en assurer le développement.

Le Mali où nos militaires conduisent de façon exemplaire une opération périlleuse, nous montre que le terrorisme prospère dans des pays que le développement a déserté, où les structures étatiques sont exsangues et la jeunesse désespérée, livrée au fanatisme et aux trafics de toutes sortes. Il menace nos sociétés. Mais il détruit des vies plus encore au Sud, au Mali, en Somalie, en Afghanistan et en Irak.

C'est pour cela que lutter contre le sous-développement constitue un instrument stratégique, une contribution majeure, avec notre diplomatie et notre défense, à un monde plus sûr. La politique de développement est un outil de prévention des conflits qui est, en définitive, peu coûteux par comparaison avec une intervention militaire. Nous en faisons l'expérience : alors qu'en dix ans nous avons dépensé moins de 200 millions d'euros de subventions pour le développement du Mali, nous avons été contraint de nous engager dans une opération militaire qui, selon toute probabilité, ne sera pas inférieure à 400 millions d'euros.

Le troisième phénomène est tout aussi inquiétant : c'est la délocalisation des emplois du Nord industriels et vers les pays du Sud..

On assiste depuis 10 ans à une évolution dont on n'a pas encore mesuré les conséquences : c'est le doublement de la population active à l'échelle mondiale.

La population active représente désormais 64 % de l'humanité, une proportion qu'elle n'a jamais connue et qu'elle ne connaîtra probablement plus jamais, contrainte par le vieillissement de la planète.

Cette croissance démographique alliée à la mondialisation, à l'ouverture des marchés et à la montée en puissance des pays émergents a conduit à la multiplication par deux de la population active sur le marché international du travail en une seule décennie.

D'environ 1,3 milliard d'actifs à la fin des années 1980, l'humanité a dépassé les trois milliards d'actifs dans les années 2000.

Les conséquences sont lourdes. Dans un marché unifié, nous assistons à une mise en concurrence des systèmes sociaux dont les industries des pays occidentaux sont les grandes perdantes. Nous le constatons tous les jours. Les Américains ont perdu, depuis 1995, 25 % de leurs emplois industriels, nous 8 %, mais ce n'est qu'un début. Tant que le niveau des salaires et des systèmes sociaux ne rejoindra pas le niveau des pays développés, nous connaissons donc des vagues successives de délocalisations.



Or l'abondance de la main d'œuvre au Sud va rendre le processus lent et sans doute douloureux. C'est l'enjeu de la question sociale globale qui est posé à notre planète. Mais c'est aussi la survie de notre modèle social qui est en jeu.

Face à cette explosion démographique, les ressources naturelles s'épuisent : C'est le quatrième défi.

L'ère de l'infini touche à sa fin. Les 5 milliards d'habitants des pays du Sud arrivent au grand banquet de l'humanité à l'heure de la pénurie. Le modèle économique dominant fondé sur les hydrocarbures n'est plus la solution, mais bien le problème.

L'urgence, la gravité, la complexité des crises et des menaces nous obligent à trouver au Nord comme au Sud des modes de développement soutenables, compatibles avec des ressources naturelles plus rares et la préservation de la planète.

En définitive, la question n'est donc pas celle du nord et du Sud, mais celle de la cohabitation de trois types de populations auxquelles sont associées trois interrogations majeures.

Les 4 milliards d'habitants du Sud émergents qui aspirent légitimement à rattraper notre niveau de vie : comment peuvent-ils tirer la croissance mondiale sans épuiser les ressources naturelles de la planète ?

Le milliard d'êtres humains qui vivent encore dans la misère, en Afrique et ailleurs : comment les aider à en sortir, alors qu'ils sont plus que jamais soumis aux aléas climatiques et aux variations subites des marchés mondiaux ?

Le milliard de personnes qui vivent dans les pays développés et dont les économies, à l'image de l'économie française, sont aujourd'hui en difficulté : Comment enrayer la crise et préserver leur modèle social dans un marché mondialisé ?

Voilà, me semble-t-il, les 3 défis d'une politique de coopération internationale ambitieuse.

Il ne s'agit plus seulement de construire des puits dans le désert, il s'agit de contribuer avec nos partenaires du Sud et du Nord à une mondialisation maîtrisée.

C'est tout le sens d'une politique de coopération renouvelée.

Somme-nous à la hauteur de ces enjeux, Monsieur le ministre ?

Pour une part, je vous le concède, ces enjeux ne sont pas à la mesure d'un Etat, fût-il la France.

Pour lutter contre le réchauffement climatique, promouvoir un filet de sécurité sociale minimale, pour lutter en faveur de la sécurité alimentaire, il nous faut trouver des soutiens, constituer des coalitions d'acteurs au G20, aux Nations unies, à la Banque mondiale et dans toutes les instances internationales pertinentes.

Le président Nicolas Sarkozy avec l'aide de notre collègue Henri de Raincourt dont je tiens à saluer l'action à la tête du ministère de la coopération avaient, au sommet de Cannes, fait émerger ces thèmes en haut de l'agenda international. Je n'ai pas l'impression que nous connaissions à l'heure actuelle le même succès.



Nous allons accueillir la prochaine conférence mondiale sur le climat. C'est une bonne nouvelle. Mais faut-il encore créer les conditions pour en faire un succès.

Il nous faut bien sûr commencer par l'Europe. Car c'est l'échelon de coopération le plus pertinent. Vous le savez bien.

Il nous faut une politique européenne ambitieuse, coordonnée, volontariste. Or nous investissons des sommes considérables dans les instruments communautaires sans que nous ayons l'impression qu'elles soient bien utilisées dans des actions suffisamment articulées avec les politiques nationales.

Je sais que certains dossiers avancent, des expérimentations en matière de programmation conjointe sont en cours, mais tout cela progresse trop lentement par rapport aux enjeux. Le Sahel sera à cet égard un test, pour savoir si l'Europe viendra enfin relayer la coopération française. Les plus fervents soutiens de l'idée européenne se lassent de ne pas voir émerger au sahel comme ailleurs une Europe du développement, une Europe de la défense, une Europe tout court !

Pour convaincre nos partenaires, il nous faut disposer nous-mêmes d'une politique de coopération cohérente et efficace. Vous avez mis en place les assises du développement qui ont permis un véritable débat sur ce sujet. Je m'en félicite. Mais ce n'est qu'un début.

La Cour des comptes a de son côté délivré un diagnostic relativement sévère l'année dernière et nous venons de recevoir ces jours-ci le bilan évaluatif de la politique française de coopération au développement sur les dix dernières années. Ces analyses convergent et confirment nos préconisations.

Ce bilan évaluatif auquel j'ai participé a abouti à dix recommandations qui me paraissent essentielles pour améliorer le résultat de cette politique. Je voudrais en citer trois :

La première concerne le pilotage de cette politique.

Nous souffrons aujourd'hui de l'éclatement des centres de décision entre le quai d'Orsay, le ministère des finances et l'AFD. Manifestement, la réforme de la coopération engagée en 1998 n'est pas arrivée à son terme. Le bilan des dix dernières années conduit à préconiser une réforme institutionnelle d'ampleur avec la création d'un ministre de développement de plein exercice, doté de pouvoirs budgétaires renforcés, et notamment des programmes 209 et 110.

Vous voyez, Monsieur le ministre : on peut être dans l'opposition et vous vouloir du bien !

La deuxième concerne l'évaluation.

J'ai peine à répéter ici ce que j'ai déjà dit dans toutes les enceintes où il m'est donné d'intervenir sur la coopération. Nous avons besoin d'un renforcement des moyens d'évaluation de cette politique. Il en va de sa crédibilité auprès des citoyens.

Au Mali, quand on voit la pauvreté des territoires que traversent nos forces armées, on se demande où sont passés les millions que nous avons investis dans l'Office du fleuve Niger depuis 50 ans, dans le développement de



l'agriculture rurale et pastorale des régions arides. Qu'a-t-on fait de nos actions en faveur de l'éducation et de la santé, en faveur des infrastructures de transport et d'assainissement ? Que sont devenues nos contributions aux différents plans en faveur de la paix, de la sécurité et du développement dans le nord du Mali ?

Il nous faudra un jour dresser un bilan de notre action. Nous ne cessons de le répéter en tant que rapporteurs du budget de la coopération et du développement. Il ne s'agit pas de jeter la pierre aux acteurs de cette coopération, qui ne ménagent pas leurs efforts, mais de tirer les enseignements des erreurs passées.

Sur ce sujet, Monsieur le ministre, nous avons, vous le savez des attentes précises et nous espérons que vous nous apporterez des réponses rapidement.

La troisième concerne le rôle et l'information du Parlement.

Une politique qui engage plusieurs milliards d'euros de deniers publics doit être débattue au Parlement. C'est pourquoi nous préconisons depuis de nombreuses années l'adoption d'une loi d'orientation et de programmation. C'est un engagement présidentiel. Nous attendons avec impatience d'en être saisi. Il s'agit non seulement de discuter des orientations géographiques et sectorielles de cette politique, mais également d'en assumer les conséquences budgétaires. La reconstitution des fonds européens ou multilatéraux engage la France sur 5 ans parfois plus, il est dès lors naturel que le Parlement puisse discuter de l'évolution à moyen terme des crédits consacrés au développement. On le sait bien ici les idées ne valent que par les moyens qu'on y consacre.

Monsieur le ministre, compte tenu du contexte financier, vous ne pourrez pas nous annoncer des moyens nouveaux, mais vous pouvez nous proposer une nouvelle méthode. Une politique de coopération débattue au Parlement, des indicateurs de résultats et des évaluations qui en rendent compte, des documents budgétaires revues et corrigés pour être en cohérence avec les objectifs poursuivis et lisible par vous comme par moi, des instances de dialogue qui associent tous les acteurs du développement, un pilotage politique renforcé : voilà ce que nous attendons d'une politique de coopération renouvelée.